

Dans ce numéro :

Réseau en Amérique du Sud
Les « prétendues mères »
CATHII à Odanak
Talitha Kum
SASV au Brésil
FI et Développement durable
SSA un engagement qui ...
Nouvelles, Avancées



Amérique du Sud :

création d'un réseau de communautés religieuses

Un réseau contre la traite de personnes en Amérique du Sud a été fondé par des religieux et religieuses dans ces divers pays: Chili, Pérou, Colombie, Bolivie, Equateur, Argentine, Uruguay et Colombie . Une équipe de coordination de 3 personnes a été formée. Et le Pérou compte sur une équipe de trois religieuses aussi.

En novembre 2010, l'invitation des Supérieures majeures aux communautés pour répondre à l'appel porte ses fruits. Les soeurs franciscaines missionnaires

de l'Immaculée Conception, les soeurs franciscaines missionnaires de Marie, les soeurs de Sainte Croix, les soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, les carmélites missionnaires et un prêtre franciscain forment cette coalition. Un plan de travail pour l'année 2011 a été élaboré pour intervenir dans les lieux où les communautés religieuses sont déjà engagées, dans les milieux scolaires où elles travaillent et partout sur les chemins de la mission.

Haïti : Les « prétendues mères »

Le bureau de Solidarite Fwontalye (SFw), une composante du Service jésuite aux réfugiés et aux migrants (SJR) d'Haïti, est situé à Ouanaminthe, sur la frontière nord avec la République Dominicaine. Parmi les diverses problématiques et situations d'urgence auxquelles doit faire face l'équipe de quelques jésuites et d'une vingtaine de collaborateurs et collaboratrices laïques de ce bureau, il y a évidemment, comme à toute frontière, l'enjeu de la traite et du trafic des personnes.



(suite page suivante)

Dans un rapport hebdomadaire d'activités daté du 19 mai dernier, SFW mentionnait « qu'un passeur très connu a été remarqué avec plusieurs voyageurs irréguliers haïtiens sur la place publique de Ouanaminthe, attendant la tombée de la nuit pour traverser la frontière ». Ce même rapport soulignait également que « les activités de trafic d'enfants continuent : trois femmes (fausses mamans), accompagnées chacune d'un enfant sans papier ont été interceptées tout près de la frontière par les autorités de la Brigade de la Protection des Mineurs et la Minustah le mercredi 18 mai 2011. Elles ne disposaient d'aucun document les liant avec les enfants en question».

L'une des difficultés rencontrées dans la lutte contre ce fléau relève du fait qu'il n'y a pas encore, en Haïti, de loi spécifique sur le trafic et la traite des personnes. Cela rend donc plus difficile les mises en accusation de présumés suspects devant les tribunaux. C'est pourquoi l'équipe responsable du plaidoyer au sein de SFW s'active, depuis un certain temps, afin de convaincre leurs politiciens de la nécessité de doter la législation haïtienne d'une loi interdisant explicitement ce type de crime. Évidemment, le travail de longue haleine amorcé en ce sens a été stoppé par le tremblement de terre et, par la suite, par le long processus électoral. Maintenant qu'un nouveau Parlement est en place, ce travail pourra, nous l'espérons, reprendre et porter des fruits.



Ces « fausses mamans » sont donc des femmes qui tentent de traverser la frontière avec des enfants dans les bras dont elles prétendent être la mère. En réalité, ces enfants ont été soit kidnappés, soit « vendus » par des parents en situation d'extrême précarité. Ils se retrouvent alors dans les filets de réseaux criminels dont, vraisemblablement, d'obscurs réseaux de trafic d'organes.

Comme toujours, il est difficile de documenter l'ampleur et les ramifications de ce phénomène. SFW est toutefois à l'affût de la situation et tente, par tous les moyens, de sensibiliser et d'alerter les autorités compétentes et la population afin de mettre fin à ces activités criminelles.

D'ici là, SFW continue, à travers ses multiples autres engagements, à documenter et à dénoncer la réalité de la traite et du trafic des personnes à la frontière – incluant particulièrement ce triste et terrible phénomène des « prétendues mères ».

Joseph Mike Elizias
Responsable Communication et Plaidoyer
Solidarite Fwontalye (Ouanaminthe)
SJRM-Haïti

Marco Veilleux
Délégué à l'apostolat social
Province jésuite du Canada français
Membre du CATHII

CATHII à Odanak

Les membres du CATHII, comité d'action contre la traite interne et internationale, ont tenu leur réunion de juin en territoire autochtone. C'est la communauté des Abénakis d'Odanak, située entre Montréal et Québec, sur les rives de la rivière Saint-François, qui nous a accueillis. Nicole O'Bomsawin est membre de cette communauté autochtone et du CATHII.

Outre la visite de l'église, de la chapelle et du musée, les membres du CATHII ont pu goûter à des mets traditionnels abénakais. Chaque communauté religieuse membre du CATHII a présenté son bilan concernant le soutien aux victimes de la traite humaine. Ce bilan sera disponible en septembre 2011.



De plus, sous la suggestion du Bureau de justice sociale SSA, les membres du CATHII ont pris le temps de fabriquer une bannière ayant pour message un des articles de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, soit de veiller à contrer efficacement la violence faite aux femmes et aux enfants autochtones (article 22).



Le 19 juin, à la gare de Dorval (photo de gauche), des membres du CATHII ont remis la bannière à la directrice de Kairos qui a pris, avec d'autres bannières, le train en direction d'Ottawa. La bannière a défilé avec 300 autres bannières venant de partout au Canada (photo de droite, avant-dernière bannière) lors d'un événement de grande envergure à Ottawa le 20 juin dernier.

Nouvelles de Talitha Kum

Nicole Rivard, membre de la communauté Notre-Dame des Apôtres, a représenté le CATHII lors de la rencontre de Talitha Kum. Voici ce qu'elle nous écrit :

« Je suis enchantée d'avoir participé à cette rencontre, représentant le CATHII. Il y avait 18 réseaux présents sur les 21 qui constituent Talitha Kum, venus de partout à travers le monde : Inde, Philippines, Indonésie, Thaïlande, Roumanie, Irlande, Italie, Colombie, Brésil, Nigéria, Afrique du Sud, etc. Les journées étaient très chargées, de 9h à 18h, avec une courte pause pour le dîner. Que de richesses d'expériences, que de témoignages forts et quelle belle solidarité de la vie religieuse dans son témoignage prophétique en faveur de la femme! La rencontre Talitha Kum s'est bien terminée par une journée de visite à un centre d'hébergement pour femmes migrantes en difficulté, tenu par les Ursulines, à Caserta, au Sud de Rome, sur la route de Naples et du Mont -Cassin. »



Brésil : Les SASV interpellent les évêques

Des pétitions ont été envoyées en grand nombre par les communautés des Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge à la Conférence des évêques du Brésil pour que la Campagne de fraternité des prochaines années soit centrée sur la traite des femmes en prévision des deux événements sportifs importants qui seront réalisés dans ce pays : la Coupe du monde de soccer en 2014 et les Jeux olympiques d'été en 2016. Les SASV du Brésil sont particulièrement intervenues auprès de leurs communautés chrétiennes et autres pour influencer cette décision de leurs évêques.



FI : TRAITE HUMAINE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

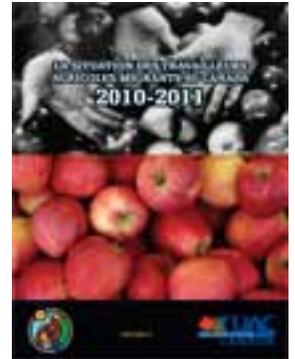
Lors de son passage à Montréal, la responsable du dossier développement durable de Franciscans International (FI), Sœur Odile Coirier, a présenté quelques-uns des enjeux liés au développement durable, soulevés lors de la rencontre internationale qui avait lieu à New York du 2 au 14 mai. Elle a d'abord présenté le rôle de FI à l'ONU et plus particulièrement l'intérêt de la famille franciscaine pour le développement durable. En lien avec la traite humaine, elle a indiqué que les enjeux sociaux liés à la définition du développement durable sont souvent négligés. Ces derniers portent sur des aspects tels que le droit à un travail décent et au respect des droits fondamentaux. Elle a rappelé que les deux aspects sont interreliés et cela fait partie du rôle des ONG de faire valoir cette interconnexion. Car ils sont bien souvent les seuls à prôner des valeurs de justice. Elle a aussi parlé de la Conférence qui aura lieu à Rio de Janeiro au Brésil en 2012. Cette conférence soulignera les 20 ans du Sommet de la terre. Lors de cette rencontre, on fera le bilan des 20 dernières années et on préparera une nouvelle feuille de route pour les années à venir.



NOUVELLES

Travail agricole 2010-2011

Un rapport sur la situation des travailleurs agricoles migrants au Canada 2010-2011 est disponible sur le site internet de l'Alliance des travailleurs agricoles. Ce rapport est disponible en français, anglais et espagnol : http://www.tuac.ca/index.php?option=com_content&view=article&id=2009&Itemid=198&lang=fr



Les travailleuses domestiques ont fait valoir leurs droits à l'OIT

Le comité de la 100e conférence de l'Organisation internationale du travail (OIT) a approuvé la première convention internationale sur les droits des travailleuses domestiques, un secteur jusque-là ignoré du droit international. Cette norme, qui exige des conditions de travail décentes et une meilleure protection des travailleuses contre les abus et le harcèlement sexuel, a été adoptée à 80 % par l'assemblée plénière. La convention internationale permettra aux millions de travailleuses domestiques exploitées de se sentir entendues et en mesure de réclamer leurs droits.

Le Groupe de travail québécois sur la promotion du travail décent des travailleuses domestiques y était présent. Il a d'ailleurs publié un feuillet et une affiche pour faire connaître ses demandes. Le CATHII fait partie de ce groupe de travail. Vous pouvez obtenir ce matériel en écrivant au CATHII.

Les Soeurs de Sainte-Anne, un engagement qui se poursuit

Les sœurs de Sainte-Anne sont bien actives dans leur engagement à contrer la traite humaine.

Au Québec, suivi des lois et soutien aux activités faites par CATHII. Dernièrement, les sœurs ont signé la pétition demandant de mettre fin aux violences subies par les femmes haïtiennes dans les camps de réfugiés et d'assurer la protection et le soutien aux victimes.

En Colombie-Britannique, le comité de justice sociale a organisé un panel le 8 mars dernier. Les deux personnes ressources de REED ont fait une excellente présentation des liens entre prostitution et traite humaine. Gunilla Eckberg, une avocate canadienne d'origine suédoise bien en vue, a montré les impacts positifs du modèle nordique.

En Haïti, nous cherchons à documenter sérieusement ce qui se passe à la frontière avec la République Dominicaine.

Aux États-Unis, dans l'état du Massachusetts, les sœurs suivent de près la législation contre la traite humaine. Elle devrait être adoptée cet été. Il y a contribution et diffusion du bulletin mensuel STOP TRAFFICKING.

Au Chili, les sœurs diffusent cette affiche (voir photo). Dans leur travail avec les immigrants, elles sont sensibles à détecter les cas possibles de traite humaine.



AVANCÉES

Loi contre la traite humaine au Lesotho

Les Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie (SNJM) du Lesotho, nous ont fait parvenir cette nouvelle. Le 28 mars 2011, le gouvernement du Lesotho, avec plus de 80 fonctionnaires, a tenu une réunion pour faire l'annonce officielle de la Loi contre la traite humaine de 2011. À une réunion à Maseru en avril 2011, la Directrice des affaires juridiques qui œuvre au Ministère des Affaires intérieures, Puleng Mbangamthi, a dit que la connaissance et la compréhension de la traite humaine sont vues comme des armes efficaces contre ce crime. Elle ajoute que le chômage et la pauvreté aggravent la vulnérabilité des personnes puisque ce sont des moyens par lesquels les trafiquants trompent les individus en leur promettant des emplois. Madame Mbangamthi a mentionné qu'un plan national sera préparé sur le modèle de la Loi contre la traite humaine de 2011, dans le but de prévenir ce crime qui se produit surtout à la frontière du Lesotho et de l'Afrique du Sud.

Tourisme sexuel

Au début du mois de mai, le Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises (RRSE) a rencontré les responsables des Affaires publiques et des Communications de la compagnie Transat. La

rencontre a porté sur les efforts de Transat liés à la prévention de l'exploitation sexuelle des mineurs à l'étranger et sur les prochaines étapes que Transat mettra de l'avant. Transat avait déjà un énoncé de politique dénonçant clairement l'exploitation sexuelle des enfants. De plus, Transat avec l'aide d'Au-delà des frontières et ECPAT France a mis sur pied un programme de formation destiné aux cadres, aux agents de voyages, au personnel clé de certaines destinations, aux employés du centre d'appel ainsi qu'aux agents de bord. La formation dure environ 1 h 30 et veille à décrire le phénomène, les lois et les principaux moyens d'action.

L'entreprise a également inclus une clause de rejet réciproque dans ses ententes contractuelles avec des hôtels. Les prochains efforts de l'entreprise consisteront à veiller à la diffusion d'informations sur le sujet aux clients de l'entreprise. Jusqu'à maintenant Transat a fait paraître une page sur le sujet dans son magazine et examine de quelle manière diffuser des informations sur leurs nombreux sites Internet (plus d'une trentaine). Le RRSE encourage la compagnie à diffuser un bref message vidéo en vol immédiatement après les consignes de sécurité. Ce message rappellerait l'aspect criminel de l'exploitation sexuelle des enfants et le caractère extraterritorial de la loi canadienne à cet égard. Les représentants de Transat se sont engagés à examiner cette option. (Source : bulletin du RRSE, juin 2011).

CATHII - Pour nous joindre :

cathii_info@yahoo.ca

Blogue : <http://nouvellescathii.blogspot.com/>

Facebook : www.facebook.com/CATHII.info

Twitter : twitter.com/Cathii_info

